



CHAPITRE 81

Loi modifiant de nouveau le Code de
procédure civile

[Sanctionnée le 12 décembre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consente-
ment de l'Assemblée nationale du Québec,
décrète ce qui suit:

C.p.c.,
a. 29,
vers. ang.
mod.

1. L'article 29 du Code de procédure
civile (1965, 1^{re} session, chapitre 80), modi-
fié par l'article 2 du chapitre 80 des
lois de 1969, est de nouveau modifié en
remplaçant dans le premier alinéa de la
version anglaise, immédiatement avant le
paragraphe 1, les mots « required such
leave » par les mots « would require such
leave ».

Id., a. 34,
mod.

2. L'article 34 dudit code est modifié
en remplaçant, dans la troisième ligne du
paragraphe 1, le mot « mille » par les
mots « trois mille ».

Id., a. 47,
mod.

3. L'article 47 dudit code est modifié
en insérant, dans la huitième ligne du pre-
mier alinéa, après le mot « supérieure »,
les mots « ou de la Cour provinciale ».

Id., a.
173, mod.

4. L'article 173 dudit code est modifié
en remplaçant, dans les troisième et qua-
atrième lignes, les mots « de la date de sa
comparution ou » par les mots « de l'expira-
tion du temps fixé pour comparaître ou
de la date ».

Id., a.
185, mod.

5. L'article 185 dudit code est modifié
en remplaçant, dans la sixième ligne, les
mots « d'un juge » par les mots « du juge
ou du protonotaire ».

CHAPTER 81

An Act to again amend the Code of Civil
Procedure

[Assented to 12th December 1969]

HER MAJESTY, with the advice and
consent of the National Assembly of
Québec, enacts as follows:

1. Article 29 of the Code of Civil C.C.P.,
Procedure (1965, 1st session, chapter 80), a. 29,
amended by section 2 of chapter 80 of the am.
statutes of 1969, is again amended by
replacing the words "required such leave"
in the first paragraph of the English
version, immediately before sub-paragraph
1, by the words "would require such
leave".

2. Article 34 of the said Code is Id., a. 34,
amended by replacing the word "one" am.
in the second line of sub-paragraph 1
by the word "three".

3. Article 47 of the said Code is Id., a. 47,
amended by inserting after the word am.
"Court" in the seventh line of the first
paragraph the words "or of the Provincial
Court".

4. Article 173 of the said Code is Id., a.
amended by replacing the words "from 173, am.
the date of his appearance or" in the third
and fourth lines by the words "from the
expiry of the time fixed to appear or from
the date".

5. Article 185 of the said Code is Id., a.
amended by inserting after the word 185, am.
"judge" in the sixth line the words "or
prothonotary".

C.p.c.,
a. 253,
mod.

6. L'article 253 dudit code est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après le mot « juge », les mots « ou le protonotaire ».

6. Article 253 of the said Code is amended by inserting after the word "judge" in the third line the words "or prothonotary".

Id., a.
397, mod.

7. L'article 397 dudit code, modifié par l'article 9 du chapitre 21 des lois de 1966, est de nouveau modifié en insérant, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot « juge », les mots « ou du protonotaire ».

7. Article 397 of the said Code, amended by section 9 of chapter 21 of the statutes of 1966, is again amended by inserting after the word "judge" in the third line of the second paragraph the words "or prothonotary".

Id., a.
399, mod.

8. L'article 399 dudit code est modifié:

8. Article 399 of the said Code is amended:

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot « tribunal » par les mots « juge ou le protonotaire »;

(a) by replacing the word "court" in the fifth line of the first paragraph by the words "judge or prothonotary";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots « tribunal le juge » par les mots « juge ou le protonotaire l'estime ».

(b) by replacing the words "court so decides" in the second line of the third paragraph by the words "judge or the prothonotary considers it advisable".

Id., a.
464, mod.

9. L'article 464 dudit code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

9. Article 464 of the said Code is amended by adding the following paragraph:

« Toutefois, le juge en chef ou le juge en chef adjoint peut ordonner que toute affaire dont un tel juge était saisi soit continuée et terminée par un autre juge, qui ne peut toutefois infirmer la décision d'un tel juge que dans les cas où le premier juge pourrait l'infirmer s'il l'avait lui-même rendue. ».

"However, the chief justice or the associate chief justice may order that any matter of which such a judge was seized be continued and terminated by another judge who shall not however quash the decision of such a judge except in cases where the first judge might have quashed it if he had rendered such decision himself."

Id., a.
600, mod.

10. L'article 600 dudit code est modifié en ajoutant, à la fin, ce qui suit: « La permission d'interroger l'opposant est accordée par le juge ou le protonotaire ».

10. Article 600 of the said Code is amended by adding at the end the following: "Permission to examine the opponent is granted by the judge or prothonotary".

Id., a.
648, mod.

11. L'article 648 dudit code est modifié en remplaçant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes, les mots « être colloqué pour ses frais, ni recouvrer ceux-ci par voie de saisie-arrêt » par les mots « recouvrer ses frais ».

11. Article 648 of the said Code is amended by replacing the words "be collocated for his costs or recover them by seizure by garnishment" in the sixth, seventh and eighth lines by the words "recover his costs".

Id., a.
650, mod.

12. L'article 650 dudit code est modifié en ajoutant, à la fin, ce qui suit: « Lorsqu'un employé est congédié ou suspendu alors que son salaire ou ses gages font l'objet d'une saisie-arrêt, il y a présomption qu'il a été congédié ou suspendu à cause de cette saisie-arrêt, et il incombe

12. Article 650 of the said Code is amended by adding at the end the following: "When an employee is dismissed or suspended while his salary or wages are seized by garnishment, there shall be a presumption that he has been dismissed or suspended because of such seizure

à l'employeur de prouver que l'employé a été congédié ou suspendu pour une autre cause, juste et suffisante. ».

by garnishment, and it shall be incumbent upon the employer to prove that the employee has been dismissed or suspended for another fair and sufficient reason.”.

C.p.c.,
a. 651,
mod.

13. L'article 651 dudit code, modifié par l'article 11 du chapitre 80 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots « un juge » par les mots « le juge ou le protonotaire ».

13. Article 651 of the said Code, amended by section 11 of chapter 80 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “a judge” in the fourth line of the first paragraph by the words “the judge or prothonotary”.

Id., a.
653, mod.

14. L'article 653 dudit code est modifié en insérant dans la première ligne du paragraphe *a*, avant le mot « la », les mots « l'adresse de sa résidence ainsi que ».

14. Article 653 of the said Code is amended by inserting before the word “the” in the first line of paragraph *a* the words “the address of his residence and”.

Id., a.
654, mod.

15. L'article 654 dudit code est modifié en insérant dans la première ligne, après le mot « débiteur », les mots « qui change l'adresse de sa résidence, ».

15. Article 654 of the said Code is amended by inserting after the word “debtor” in the first line the words “who changes the address of his residence,”.

Id., a.
655, mod.

16. L'article 655 dudit code, modifié par l'article 13 du chapitre 21 des lois de 1966, est de nouveau modifié en ajoutant les alinéas suivants:

16. Article 655 of the said Code, amended by section 13 of chapter 21 of the statutes of 1966, is again amended by adding the following paragraphs:

« Cet avis doit être accompagné de la liste des créanciers fournie par le débiteur, et d'une liste des autres créanciers qui ont été indiqués au greffier par la suite.

“Such notice must be accompanied by the list of the creditors filed by the debtor, and by a list of the other creditors who have been subsequently reported to the clerk.

Tout créancier peut, si sa créance n'apparaît pas à ces listes ou si le montant que le débiteur a déclaré lui devoir est inexact, produire au dossier sa réclamation. ».

Any creditor may file his claim in the record if his claim does not appear on such lists or if the amount which the debtor has declared to owe him is incorrect.”.

Id., a.
656, mod.

17. L'article 656 dudit code est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « peut, dans les dix », par ce qui suit: « , à l'exception d'un créancier dans les cas où il peut produire sa réclamation en vertu de l'article 655, peut, dans les vingt ».

17. Article 656 of the said Code is amended by replacing the words “may, within ten” in the first and second lines by the following: “with the exception of a creditor in cases where he may file his claim under article 655, may, within twenty”.

Id., a.
657, mod.

18. L'article 657 dudit code est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots et chiffres « de l'article 652 » par les mots et chiffres « des articles 652 à 654 ».

18. Article 657 of the said Code is amended by replacing the word and figures “article 652” in the third line by the words and figures “articles 652 to 654”.

Id., a.
658, mod.

19. L'article 658 dudit code est modifié en remplaçant les trois dernières lignes

19. Article 658 of the said Code is amended by replacing the last line by the

par ce qui suit: « Dans les deux cas, le greffier doit lui-même, à la demande du débiteur, accorder main-levée de la saisie.

Le créancier n'a droit, dans le premier cas, à aucun frais; dans le deuxième cas, il a droit à ses frais jusqu'à la date de la réception de l'avis prévu à l'article 655. ».

C.p.c.,
a. 814,
remp.

20. L'article 814 dudit code est remplacé par le suivant :

« **814.** Chaque époux peut faire saisir avant jugement les biens meubles qui lui appartiennent et qui sont entre les mains de son conjoint; il peut faire de même à l'égard des biens de son conjoint dans lesquels il aurait droit à une part au cas de dissolution du régime matrimonial.

Les meubles saisis restent sous la garde du conjoint à moins qu'un juge n'en décide autrement. ».

Id., a.
815, mod.

21. L'article 815 dudit code est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

« **815.** Chaque époux peut en outre dénoncer la demande au registrateur de la division d'enregistrement où sont situés des immeubles qui font partie de la communauté ou des acquêts en lui faisant signifier un avis contenant la description de ceux-ci. Le registrateur doit sans délai noter l'action dans l'index aux immeubles. ».

Id., a.
817, remp.

22. L'article 817 dudit code est remplacé par le suivant :

« **817.** Le protonotaire ou, suivant le cas, le greffier du tribunal qui rend un jugement faisant droit à une demande en séparation de biens, en séparation de corps, en nullité de mariage ou en divorce doit notifier sans délai ce jugement à la personne chargée de tenir le registre central des régimes matrimoniaux, afin qu'il y soit enregistré.

Cet avis énonce :

1. les noms et prénoms des époux, de même que leur date de naissance;

following: "must grant a release of the seizure.

The creditor shall not be entitled, in the first case, to any costs; in the second case, he shall be entitled to his costs until the date of receipt of the notice contemplated in article 655."

20. Article 814 of said Code is replaced by the following :

C.C.P.,
a. 814,
replaced.

« **814.** Each consort may seize before judgment the moveable property belonging to him which is in the hands of his spouse; he may do likewise with regard to the property of his spouse in which he would be entitled to a share in the case of dissolution of the matrimonial regime.

The moveable property seized remains in the custody of the spouse unless the judge orders otherwise."

21. Article 815 of the said Code is amended by replacing the first paragraph by the following :

Id., a.
815, am.

« **815.** Each consort may also advise the registrar of the registration division in which the immoveables forming part of the community or acquets are situated of the action by having served upon him a notice containing a description of the immoveables. The registrar must forthwith note the action in the index to immoveables."

22. Article 817 of the said Code is replaced by the following :

Id., a. 817,
replaced.

« **817.** The prothonotary or, as the case may be, the clerk of the court which renders a judgment maintaining an action for separation of property or separation from bed and board or an action in annulment of marriage or for divorce must forthwith give notice of such judgment to the person entrusted with keeping the central register of matrimonial regimes, so that it be registered therein.

Such notice sets out :

1. the surnames and names of the consorts and their dates of birth;

2. les noms et prénoms du père et de la mère de chacun des époux, s'ils sont connus;

3. la date de tout acte constatant les conventions matrimoniales entre les époux, de même que les nom, prénoms et domicile d'exercice du notaire qui l'a reçu;

4. la date et l'effet du jugement, le numéro du dossier, le nom du district et celui du tribunal.

La date de cet avis doit être indiquée sur toutes les expéditions du jugement. ».

2. the surnames and names of the father and of the mother of each of the consorts, if they are known;

3. the date of every act establishing the marriage covenants between the consorts and the surname, names and domicile of practice of the notary who executed it;

4. the date and effect of the judgment, the number of the record, the name of the district and that of the court.

The date of such notice must appear on every copy of the judgment.".

Effet. **23.** Les articles 2 et 20 à 22 ont effet à compter du 1^{er} juillet 1970.

23. Sections 2 and 20 to 22 shall have effect from the 1st of July 1970. ^{Effect.}

Causes déferées à la Cour provinciale.

24. Toute cause dans laquelle l'instruction n'est pas commencée le 1^{er} juillet 1970, qui a été intentée devant la Cour supérieure avant cette date, et qui, par l'article 2, devient de la compétence de la Cour provinciale est, à cette date, déferée à cette cour pour y être instruite et jugée, comme si elle y avait été intentée et tous les jugements interlocutoires y avaient été rendus.

24. Any case in which the trial has not commenced on the 1st of July 1970, which was instituted before the Superior Court before such date and which, by section 2, is within the competence of the Provincial Court, shall on such date be referred to such court to be tried and decided there, as if it had been instituted there and all interlocutory judgments had been rendered there. ^{Competence of Provincial Court in certain cases.}

Devoirs du protonotaire et du greffier.

La Cour supérieure cesse d'avoir compétence sur ces causes à compter de cette date mais le protonotaire n'est pas tenu de transmettre le dossier de la cause au greffier de la Cour provinciale avant que ce dernier ou un intéressé ne lui en fasse la demande. Le greffier de la Cour provinciale doit, dès qu'il a reçu le dossier, en donner avis aux parties ou à leurs procureurs et leur communiquer le numéro qu'il attribue à la cause.

The Superior Court shall cease to have competence in such cases from such date but the prothonotary shall not be required to transmit the record of the case to the clerk of the Provincial Court before such clerk or an interested party applies to him therefor. As soon as he receives the record, the clerk of the Provincial Court must give a notice thereof to the parties or to their attorneys and communicate to them the number which he has assigned to the case. ^{Duties of prothonotary and clerk.}

Entrée en vigueur. **25.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

25. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}